

<https://ecoleetsociete.se-uns.org/Evaluations-nationales-cycle-2-mise-en-relief-d-une-organisation-inefficace-et>



École & société

# Évaluations nationales cycle 2 : mise en relief d'une organisation inefficace et coûteuse

- Éducation - L'école -  
Date de mise en ligne : mardi 24 août 2021

---

Copyright © ÉCOLE ET SOCIÉTÉ - Tous droits réservés

---

Depuis que les évaluations nationales en CP et CE1 ont été mises en place, la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) a produit de nombreuses notes afin d'en présenter les résultats. Ces notes sont assez fournies mais il est difficile d'en tirer des enseignements. En se focalisant sur certaines compétences, on peut néanmoins observer les inégalités ancrées suivant les zones d'enseignement. Le dédoublement des classes qui a été une mesure très coûteuse du quinquennat et qui fait partie du dispositif « 100 % de réussite » semble montrer ses limites.

Les évaluations nationales ont en partie dépossédé les enseignants de leurs prérogatives en leur imposant un cadre évaluatif lourd et contraignant. Elles devaient leur permettre de mieux cerner les difficultés de leurs élèves afin de leur proposer une remédiation. Or la plupart des enseignants n'attendent pas début novembre pour proposer une aide adaptée à leurs élèves. Des évaluations diagnostiques moins formelles étaient déjà mises en place par les enseignants avant l'arrivée du protocole. De plus, les enseignants doivent communiquer les résultats aux parents, résultats qui ne traduisent que très partiellement où en sont les élèves.

La façon dont ont été construites les évaluations avec des seuils établis après coup montre la difficulté d'établir le niveau réel d'acquisition de la compétence évaluée. Il est néanmoins possible de comparer, pour une même année, les résultats suivant les zones d'enseignement.

Toutes années et tous niveaux confondus, on s'aperçoit qu'il y a une différence de 20 à 25 points entre les élèves scolarisés en Rep+ et ceux scolarisés dans le public hors éducation prioritaire.

La réponse du ministre aux organisations syndicales lorsque ces dernières ont critiqué ce processus évaluatif est assez éclairante sur son niveau de déconnexion : *« Je souhaite réaffirmer avec force que ces évaluations sont au service des élèves et de leurs progrès, dans une logique d'élévation générale du niveau et de justice sociale. L'intérêt des élèves est le seul guide de la politique du ministère et les évaluations n'ont de sens qu'au regard de l'ambition que nous avons pour la jeunesse de notre pays. Les évaluations sont ainsi un outil essentiel pour les professeurs. Elles leur permettent d'identifier avec précision les compétences et les besoins des élèves, dans le but d'y apporter les réponses les mieux adaptées. Elles peuvent être aussi l'occasion d'une réflexion en équipe, prenant appui sur les ressources mises à disposition sur les sites ministériels. »*

Le ministre propose donc que les enseignants aient confiance en sa vision alors que lui n'a pas confiance en la professionnalité des enseignants.

Les multiples livrets qui sont parus depuis le début du quinquennat montrent une volonté de prendre la main sur la liberté pédagogique qui ne peut que crispier les enseignants. Les équipes, sous pression, n'ont malheureusement plus la possibilité de construire une organisation pédagogique en fonction de leurs besoins, flexibilité qui était encore possible lorsque les PDMQDC existaient. Les classes dédoublées se traduisent par la disparition des décroissements et classes multi-âges.

L'année scolaire 2021-2022 s'annonce compliquée. Nous ne sommes pas encore sortis de la crise liée à la Covid et les enseignants devront faire face à des acquis fragiles qui fausseront les enseignements que l'on peut tirer du processus évaluatif national.

Le bénéfice du dédoublement des classes de grande section ne sera connu que dans les années à venir, s'il existe. En attendant, moins de pression et une réelle confiance sont attendues. Une évaluation de la politique ministérielle sera aussi nécessaire, car à la lumière des résultats des évaluations nationales, la justice sociale que l'on pourrait attendre de l'école de la République est loin d'être démontrée.